

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

N° DGFIP-DGS-2400059

Relatif à la fourniture de services de téléphonie fixe et prestations associées pour les services de la DGFIP et de l'INSEE des départements et régions d'Outre-Mer, des îles Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Le *présent* cahier des clauses administratives particulières (CCAP) comporte 29 pages et 2 annexes :

- Annexe 1 : DGFIP-DGS-240059_CCAP_AN1_Clauses RGPD
- Annexe 2 : DGFIP-DGS-240059_CCAP_AN2_Grille_évaluation

Table des matières

1 - OBJET DU MARCHÉ.....	5
2 - PROCEDURE DE PASSATION.....	5
3 - ALLOTISSEMENT.....	5
4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	5
5 - DUREE DU MARCHÉ.....	5
5.1 Cadre général.....	5
5.2 Reconduction du marché.....	5
6 - MONTANT MAXIMAL.....	6
7 - LIEU D'EXECUTION.....	6
8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
9.1 Délais d'exécution des prestations.....	6
9.2 Prolongation des délais d'exécution des prestations.....	6
9.3 Sursis de livraison.....	7
9.4 Arrêt des prestations.....	7
9.5 Emission et exécution des bons de commande.....	7
9.6 Modalités spécifiques relatives aux prestations sur devis.....	8
9.7 Conduite des prestations.....	8
10 - EVOLUTION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION.....	8
11 - CLAUSE DE REEXAMEN.....	9
11.1 Modifications et ajouts de prestations à l'initiative du titulaire.....	9
11.2 Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire et/ou normative.....	9
11.3 Evolution structurelle du périmètre du bénéficiaire.....	10
12 - REGIME FINANCIER.....	10
12.1 Forme et contenu des prix.....	10
12.2 Modalités de révision des prix.....	11
13 - MODALITES DE REGLEMENT.....	12
13.1 Avance.....	12
13.2 Acomptes.....	12
13.3 Paiement.....	12
14 - FACTURATION.....	13
14.1 Contenu des factures.....	13
14.2 Modalités d'envoi des factures.....	13
14.3 Modalités de paiement.....	14
14.4 Monnaie.....	14
15 - ORGANISATION DU TITULAIRE.....	14
15.1 Sous-traitance.....	14
15.2 Groupement.....	14
16 - ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE.....	14
16.1 Engagements du titulaire.....	14
16.2 Assurance.....	15
16.3 Normes et règlement.....	15
16.4 Confidentialité des flux.....	16
16.5 Respect de l'état de l'art et intégration des bonnes pratiques de sécurité des systèmes d'information.....	16
16.6 Respect des recommandations de l'Agence nationale de la Sécurité des Systèmes d'information (ANSSI).....	16
16.7 Contrôle de l'utilisation frauduleuse/inappropriée/abusives des prestations.....	16
16.8 Obligation de conseil.....	16
16.9 Obligation d'information.....	16
16.10 Obligation de confidentialité.....	17
16.11 Mesures de sécurité.....	17

17 - PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.....	18
17.1 Définitions.....	18
17.2 Régime.....	18
18 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	21
18.1 Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé du titulaire.....	21
18.2 Responsabilité environnementale.....	21
19 - PENALITES.....	22
19.1 Pénalités de retard.....	24
19.2 Pénalités pour le non respect de la clause environnementale.....	26
19.3 Pénalité pour sous-traitance non déclarée.....	26
20 - SANCTIONS EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE.....	26
21 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	26
22 - RESILIATION DU MARCHE.....	26
22.1 Cas de résiliation.....	26
22.2 Indemnisation.....	27
23 - DROIT ET LANGUE.....	27
24 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	27
24.1 Retenue de garantie et cautionnement.....	27
24.2 Lutte contre le travail détaché illégal.....	27
24.3 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	28
24.4 Clause de révision pour imprévision.....	28
24.5 Evaluation du fournisseur.....	28
25 - GARANTIE.....	29
25.1 Garantie des prestations (hors matériels).....	29
25.2 Garantie "matériels".....	29
26 - LITIGES ET CONTENTIEUX.....	29
26.1 Règlement amiable des différends intégrant la médiation interne.....	29
26.2 Règlement contentieux des différends.....	30
27 - DEROGATIONS AU CCAG.....	30

1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la fourniture de services de téléphonie fixe et/ou l'acheminement du trafic entrant et sortant, des solutions de sécurisation et de prestations associées pour les services de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) implantés dans les départements et régions d'outre-mer (DROM) et dans les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

Les départements et régions d'outre-mer sont ceux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte et de la Réunion.

L'ensemble des prestations est détaillé dans le CCTP.

2 - PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé en application des articles [L2124-2](#) et [R2124-2](#) du Code de la commande publique (CCP).

3 - ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre n'est pas alloti. En application de [l'article L. 2113-11 du CCP](#), la DGFIP, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur justifie le non-allotissement par l'homogénéité des prestations.

4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le marché est mono-attributaire

Il est conclu sans minimum en quantité ou en valeur et avec un maximum uniquement en valeur en application des articles [R. 2162-1](#), [R. 2162-4 2°](#), [R. 2162-6](#), [R. 2162-13](#) et [R. 2162-14](#) du CCP.

Le montant maximal, apprécié sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises est mentionné à l'article 6 du présent CCAP.

Les prestations sont réalisées sur la base de prix unitaires qui figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement : Bordereau de prix unitaire (BPU).

Il est exécuté par émission de bons de commande.

5 - DUREE DU MARCHÉ

5.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois, reconductible deux (2) fois soit une durée totale de quarante huit mois à compter de sa date de prise d'effet qui est fixée à la date de notification du marché.

5.2 Reconduction du marché

Conformément à l'article [R2112-4](#) du CCP, l'accord-cadre est tacitement reconductible à la date anniversaire de sa prise d'effet, par période de douze (12) mois.

Si la personne publique décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, elle notifie sa décision au titulaire au minimum un (1) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La décision de non reconduction n'a pas à être motivée et ne donne lieu à aucune indemnisation, ni dédommagement du titulaire. Le titulaire reste engagé et est tenu d'assurer l'exécution de l'ensemble des prestations prévues pendant la période allant de la notification de la non-reconduction jusqu'à la date d'effet de celle-ci.

6 - MONTANT MAXIMAL

En application de l'[article R. 2162-4](#) 2° du CCP, le montant maximum des bons de commande pouvant être émis durant la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, s'élève à 1 900 000 € HT.

7 - LIEU D'EXECUTION

L'exécution de l'ensemble des prestations se déroule dans les locaux du bénéficiaire dans les départements et régions d'outre-mer suivants : Gadeloupe, dont les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, Guyane, Mayotte et la Réunion.

8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement signé par le titulaire et l'annexe financière et le bordereau de prix unitaire (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° DGFIP-DGS-2400059 dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° DGFIP-DGS-2400059 et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-TIC) en cours de validité à la date des offres ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est constitué des pièces et documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des documents des parties. En cas de contradiction entre ces différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

Toute clause figurant dans les catalogues, documents commerciaux ou conditions générales ou particulières de vente du titulaire est réputée non écrite pour l'exécution du présent marché et n'est pas opposable.

9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Délais d'exécution des prestations

L'annexe 1 "Qualité de service" (DGFIP-DGS-240059_CCTP_AN1_Qualité de service) décline les délais en terme de performances du support, de déploiement, d'exécution, de mise en service de l'extranet, de reversibilité et dans la gestion des problèmes.

L'exécution des prestations débute à la date de l'accusé réception de la notification du bon de commande au titulaire.

Les délais particuliers d'exécution des prestataires sont fixés, sauf exception, dans les documents contractuels.

Ces délais expirent à la date de présentation des prestations à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

9.2 Prolongation des délais d'exécution des prestations

Une prolongation du délai d'exécution des bons de commande peut être accordée par l'administration dans les conditions de l'article [13.3 du CCAG-TIC](#).

9.3 Sursis de livraison

Un sursis de livraison peut être accordé par l'administration dans les conditions de l'article [21.5 du CCAG-TIC](#).

9.4 Arrêt des prestations

La personne publique se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à un bon de commande, à tout moment, sans avoir à motiver sa décision. Cette décision est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, moyennant le respect d'un préavis de deux (2) semaines.

Cet arrêt n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire et ne vaut pas résiliation du marché. Seules les prestations effectivement accomplies ouvrent droit à règlement, selon les modalités décrites ci-dessous.

Le décompte de liquidation comprendra

au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance ;
- le montant des pénalités ;

au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement si la personne publique exige du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution.

9.5 Emission et exécution des bons de commande

L'exécution des prestations débute à la date de l'accusé réception de la notification du bon de commande au titulaire.

Chaque bon de commande, établi *via* l'application CHORUS, est adressé obligatoirement par voie dématérialisée.

Ils sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique unique et pérenne. Tout changement d'adresse électronique doit être communiqué sans délai au Département de la Gouvernance et du Support (DGS).

La personne publique adresse au titulaire des bons de commande comportant les indications suivantes :

- un numéro de bon de commande et une date de commande ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du présent marché ;
- l'identification du titulaire ;
- la désignation de la ou des prestations commandées ;
- les phases et le détail de la ou des prestations ;
- les quantités ;
- le prix unitaire de chaque prestation ;
- le prix total HT et TTC de la commande ;
- le montant de TVA en vigueur ;
- le délai et le lieu d'exécution de la prestation ;
- les dates de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la nature des prestations ;
- l'adresse de facturation.

Les bons de commande sont émis pendant la durée de validité du marché. Leur exécution ne peut dépasser la date de fin du marché de plus de six (6) mois.

A l'expiration du marché, aucun bon de commande ne sera émis.

Les prestations seront exécutées dans le délai maximal prévu par le bon de commande ou le

marché.

Les retards d'exécution et de fourniture de livrables pourront entraîner des pénalités précisées à l'article 19 du présent CCAP.

9.6 Modalités spécifiques relatives aux prestations sur devis

9.6.1 Détermination du contenu de la commande

Les prestations auxquelles sont accolés les termes de "prestation sur devis" dans le CCTP, sont, au jour de la notification de l'accord-cadre, indéterminées fonctionnellement, techniquement et par conséquent, financièrement.

Néanmoins, ces prestations restent dans l'objet de l'accord-cadre, même si leurs prix ne sont pas directement prévus à l'acte d'engagement.

Le contenu de la commande est arrêté après échange d'informations entre le titulaire et l'administration dans les conditions définies aux articles ci-après.

9.6.2 Action de l'administration

Lorsque l'administration souhaite commander ces prestations, elle adresse au titulaire un cahier des charges.

9.6.3 Action du titulaire

Le titulaire doit faire parvenir à l'administration, dans un délai maximal de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception du cahier des charges, une proposition technique et financière ("devis").

Après réception de la proposition, l'administration a la faculté de solliciter du titulaire des précisions et des justifications complémentaires sur ladite proposition.

L'administration se réserve la faculté de ne pas donner suite à une proposition adressée par le titulaire.

Lorsque la proposition du titulaire recueille son agrément, l'administration émet un bon de commande reprenant, en plus des informations listées à l'article 9.6.1 ci-avant, les éléments du cahier des charges et de la proposition du titulaire.

9.7 Conduite des prestations

9.7.1 Généralités

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi des prestations au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

9.7.2 Représentants des parties

9.7.2.1 Représentant de l'administration

Dans les dix (10) jours ouvrés suivant la notification de l'accord-cadre, l'administration désigne un interlocuteur technique, chargé de la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Une personne de niveau équivalent peut être désignée en remplacement en cas de nécessité.

L'interlocuteur de l'administration a la faculté de se faire assister par toute personne dont il juge le concours utile à la bonne exécution de sa mission.

9.7.2.2 Interlocuteurs du titulaire

La bonne exécution des prestations prévues au présent accord-cadre est confiée à la responsabilité du titulaire.

Les rôles et missions des différents interlocuteurs du titulaire qui sont le directeur de projet responsable du déploiement, le chef de projet en charge du déploiement, et un interlocuteur dédié à la bonne exécution administrative du marché sont décrits à l'article 8.4 du CCTP.

10 - EVOLUTION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

Le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

- si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, en cas de modification de la composition de ce groupement à la double condition que :
 - le groupement ainsi modifié remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
 - la modification du groupement soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.
- en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :
 - le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
 - la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.
- en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.

11 - CLAUSE DE REEXAMEN

En cours d'exécution du marché, des modifications et/ou des ajouts de prestations peuvent intervenir, soit à l'initiative du titulaire, soit par le biais d'une évolution réglementaire et/ou normative, ces modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Les modalités sont décrites dans les conditions fixées ci-après.

11.1 Modifications et ajouts de prestations à l'initiative du titulaire

En cours d'exécution du marché, dans le cas où le titulaire procède à des modifications de prestations, dans la stricte limite de l'objet de l'accord-cadre, il communique à l'administration les références commerciales ainsi que les nouvelles conditions tarifaires et/ou techniques.

Conformément aux dispositions de l'article [L 2194-1](#) du CCP, ces modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Ces évolutions peuvent avoir des conséquences sur :

- les prix des prestations indiqués ;
- la composition des prestations (modifications) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.

Le prix net de la prestation est déterminé de la manière suivante :

- l'écart entre le prix public (PP) et prix net (P) doit être équivalent à celui proposé pour les prestations du marché figurant dans le bordereau de prix, en lien direct avec la prestation à ajouter ;
- en l'absence de prix public (PP), le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre la prestation modifiée et la prestation analogue sur le marché, notamment par la communication de son taux de marge. Dans tous les cas, le prix de la prestation modifiée ne saurait excéder de 10% le prix de la prestation analogue au marché.

En tout état de cause :

- la prestation modifiée est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au présent marché et doit être techniquement équivalente ou supérieure à la prestation proposée initialement ;
- la prestation ajoutée est conforme à l'objet du marché et en lien direct (déclinaison) avec la prestation du marché et nécessaire à la bonne exécution du marché.

11.2 Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire et/ou normative

En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au présent marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre induisant celle des prestations.

Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'administration de toute baisse de prix liée à une modification de la réglementation, et notamment toute évolution née de la régulation tarifaire opérée par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP).

Le titulaire doit répercuter cette baisse intégralement sur les prix initiaux de l'accord-cadre, au plus tard à la date d'application imposée par l'ARCEP.

Lorsque la baisse de prix n'est pas intégrale, comme par exemple lorsque seul un composant du prix est concerné, le titulaire en justifie le caractère partiel.

11.3 Evolution structurelle du périmètre du bénéficiaire

Le périmètre structurel peut être amené en cours d'exécution des prestations :

- soit à la baisse : lors de la mise en oeuvre de projets de téléphonie sur IP qui s'accompagnent d'une centralisation des accès téléphoniques et en cas d'échec de plusieurs échecs de migration ;
- soit à la hausse ou à la baisse : notamment dans le cadre de la fin du réseau RTC Orange et selon l'évolution naturelle des sites (déménagement, restructuration de services ...).

12 - REGIME FINANCIER

Les prix initiaux des prestations sont définitifs et sont ceux qui figurent dans l'annexe financière, annexe à l'acte d'engagement au mois de la signature du contrat.

Ils s'expriment hors taxe et toutes taxes comprises, sachant que les parties s'engagent sur les prix hors taxes.

Les prix de règlement sont calculés sur la base des prix initiaux auxquels s'applique la clause d'actualisation définie à l'article 12.2 du présent CCTP.

Un changement tarifaire ne doit pas s'accompagner d'une diminution de la qualité du service offert par rapport aux conditions initiales de l'accord-cadre.

12.1 Forme et contenu des prix

Le marché comporte des prestations à prix forfaitaires.

Les prestations à prix forfaitaire sont fournies par le titulaire sans limitation du nombre et de la durée d'intervention et sans restriction quant à la qualité des intervenants.

Les prix comprennent

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des intervention liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- les frais relatifs à l'assurance ;
- les frais éventuels de conditionnement, d'emballage, de manutention et de livraison ;
- les frais relatifs aux réunions et aux comptes rendus, y compris les éventuelles réunions préparatoires ;
- la concession éventuelle de droits d'utilisation des méthodes, outils et des documents utilisés pour réaliser les prestations.

Le prix des prestations inclut également les frais, droits et taxes en douane, et notamment l'octroi de mer.

Le titulaire supporte les frais de transport jusqu'au lieu de destination précisé dans le bon de commande. Il dédouane la marchandise à l'exportation et à l'importation et paie les droits et taxes exigibles.

Les frais de déchargement et d'inspection avant l'expédition sont également à la charge du titulaire.

Les transferts de frais et risques s'effectuent dès que l'administration prend livraison de la marchandise.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les fournitures et les prestations.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur au moment du fait générateur.

A la date de notification de l'accord-cadre le taux de TVA applicable aux prestations est de

8,5 % dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de 20% dans le département de la Réunion.

A la date de la notification de l'accord-cadre la TVA n'est applicable dans les départements de Guyane et de Mayotte.

Par dérogation à l'article [10.2.2 du CCAG-TIC](#), les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et restent inchangés quel que soit le délai d'exécution des commandes.

12.2 Modalités de révision des prix

12.2.1 Détermination des prix révisés

Les prix sont fermes pour les deux premières années de validité du marché. Il sont révisés dans les conditions prévues à l'article [R2112-13](#) du Code de la Commande Publique (CCP) par l'application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,40 + 0,60 \text{ (CPF 61.10/CPF 61.10o)})$$

dans laquelle :

P = prix actualisé hors TVA ;

P_o = prix initial mentionné dans le BPU lors de la notification ;

CPF 61.10 = dernier indice trimestriel publié à la date de révision¹

CPF 61.10o = indice correspondant au trimestre du mois de dépôt de l'offre par le titulaire ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au trimestre précédent².

Indice INSEE utilisé = Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 61.10 – Services de télécommunications filaires - Identifiant 010766569

Les règles d'arrondi :

Coefficient de revision:

Conformément à l'article [10.2.3](#) du CCAG-TIC , le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

La règle de l'arrondi est la suivante :

- quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée
- quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie au centième supérieur.

Prix actualisé :

Le prix actualisé calculé sur trois décimales est arrondi au centième supérieur.

La règle de l'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure.

12.2.2 Modalités de mise en oeuvre de revision des prix

La révision des prix est à l'initiative du DGS qui adresse par courriel au titulaire un projet d'annexe financière actualisé à l'appui des pièces justifiant l'évolution de l'indice et le détail du calcul, y compris en cas de maintien des prix existants.

En cas d'accord sur la révision de prix proposée, la personne habilitée à représenter le titulaire valide en retour l'annexe financière révisée sur la nouvelle période.

En cas de désaccord, le titulaire fait part de ses observations et de son calcul à cette même adresse électronique avec, à l'appui, les pièces justificatives correspondantes permettant l'échange contradictoire sans délai avec le DGS afin d'obtenir une validation de l'annexe financière révisée.

1 Y compris indice non définitif.

2 Y compris indice non définitif.

13 - MODALITES DE REGLEMENT

13.1 Avance

13.1.1 Avance versée au titulaire en d'exécution personnelle des prestations

Sauf s'il y renonce expressément, le titulaire a droit au versement de l'avance dans les conditions prévues aux articles [L.2191-2](#), [L2191-3](#) et [R.2191-3 à R.2191-10](#) du CCP. Cette avance est calculée sur la base de l'accord-cadre diminué, le cas échéant du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à un paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois.

Le taux est porté à 30 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise, au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles [R2191-11](#) et [R2191-12](#) du Code de la Commande publique.

13.1.2 Avance versée au titulaire en cas de sous-traitance

Conformément aux dispositions de l'article [R2193-18](#) du CCP, l'avance versée au titulaire sera calculée sur la base du montant commandé au titre du marché diminué du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

La détermination du montant de l'avance et les modalités de son remboursement sont identiques à ceux de l'avance versée au titulaire.

13.1.3 Avance versée au sous-traitant

Le droit du sous-traitant bénéficiaire du paiement direct à une avance est ouvert, sur demande, dès la notification du marché ou de la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

L'avance est calculée et versée dans les conditions prévues à l'article [R2193-19](#) du CCP.

13.2 Acomptes

Conformément à l'article [L.2191-4](#) du CCP, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du présent marché ouvre droit à perception d'un acompte.

Celui-ci est versé à la demande du titulaire et dans les conditions prévues aux articles [R.2191-20](#), [R.2191-21](#) et [R.2191-22](#) du CCP.

En vertu de l'article [R2191-22](#) du CCP, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois (3) mois. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, ce délai est ramené à un (1) mois sur demande de celui-ci.

Si le titulaire souhaite bénéficier du versement d'un acompte, il adresse les justificatifs des dépenses qu'il a engagées au service de la direction bénéficiaire à l'origine de la commande.

Ces justificatifs ne revêtent pas obligatoirement la forme d'une facture. Ils peuvent consister en de simples attestations des dépenses engagées émises par le titulaire.

Le service émetteur de la commande vérifie les justificatifs transmis par le titulaire et établit sur la base de ces documents un état d'acompte qui reprend l'ensemble des éléments qu'il a validés (en référence à l'arrêté en vigueur portant nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'État).

Il adresse ce document au comptable assignataire après l'avoir signé, accompagné des justificatifs de dépense transmis par le titulaire.

13.3 Paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

14 - FACTURATION

14.1 Contenu des factures

Conformément à l'article [D. 2192-2](#) du CCP, les factures comprennent les mentions suivantes :

- les références de la facture ;
 - la date d'émission de la facture ;
 - les nom, adresse et numéro SIRET du titulaire ;
 - le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement ;
 - les nom et adresse du service destinataire de la facture ;
 - le code d'identification du service exécutant en charge du paiement ;
 - le numéro CHORUS et la date du présent marché ;
 - le numéro CHORUS et la date du bon de commande ;
 - les prestations exécutées ;
 - la date d'exécution des prestations ;
 - le prix net forfaitaire hors taxes ;
 - le taux de TVA, en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'[article 269 du code général des impôts](#) ;
 - le prix total hors taxes ;
 - le prix toutes taxes comprises.
- ✓ En cas de sous-traitance, les factures du ou des sous-traitants(s) indiquent également :
 - la qualité du sous-traitant présentant sa facture et le nom du titulaire du marché ;
 - le n° SIREN du sous-traitant.
 - ✓ En cas de groupement, le mandataire est seul habilité à présenter la demande de paiement

En application de l'[article R. 2193-10](#) du CCP, si le montant dû au(x) sous-traitant(s) est égal ou supérieur à 600 euros TTC, les factures de ce dernier indiquent également :

- la qualité du sous-traitant présentant sa facture et le nom du titulaire ;
- le n° de SIREN du sous-traitant.

En cas de groupement, le mandataire est seul habilité à présenter la demande de paiement à la direction bénéficiaire.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de réception par les services de la personne publique ou à mentionner son numéro sur la facture.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture, qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme, au sens de l'article 4 du [décret n°2013-269 du 29 mars 2013](#).

14.2 Modalités d'envoi des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

14.2.1 Les différents modes de transmission des factures

14.2.1.1 Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

14.2.1.2 Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

14.2.1.3 Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> /rubrique « nous contacter »

14.3 Modalités de paiement

Le paiement est effectué par virement après ordonnancement, dans les conditions prévues par les articles [L. 2192-10 à L. 2192-15](#), [R. 2192-10 à R. 2192-36](#) et [R2192-37](#) du CCP.

En cas de retard de paiement de l'administration, défini à l'article L. 2192-12 du CCP, des intérêts moratoires sont appliqués de droit en vertu des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 à 36 du CCP.

14.4 Monnaie

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire de l'euro.

Les commandes et les factures sont libellées dans l'unité monétaire susmentionnée.

15 - ORGANISATION DU TITULAIRE

15.1 Sous-traitance

La sous-traitance est régie par les articles [L. 2193-1 à L. 2193-14](#) et [R. 2193-1 à R. 2193-22](#) du CCP.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation préalable par la personne publique du sous-traitant proposé par le titulaire.

La non présentation d'un sous-traitant à la DGFIP entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 19.3 du présent CCAP.

Le contrat de sous-traitance pourra être demandé par la personne publique (dans les conditions prévues à l'[article 3.6.3 du CCAG TIC](#)).

Si le titulaire déclare un ou des sous-traitants durant l'exécution du marché public, il précise à la DGFIP leurs capacités professionnelles et financières et adresse à la DGFIP le ou les formulaires de déclaration de sous-traitance ([DC4](#)) accompagnés des pièces justificatives prévues à cet effet.

Le titulaire ne peut déléguer sa responsabilité à un ou plusieurs de ses sous-traitants éventuels.

15.2 Groupement

Le titulaire du marché public peut être un groupement solidaire ou un groupement conjoint.

Si le titulaire est un groupement conjoint, son mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

16 - ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE

16.1 Engagements du titulaire

Durant le marché, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai, à l'administration

- tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire ;
- ainsi que les modifications se rapportant aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que l'administration ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'administration n'aurait pas eu connaissance.

16.2 Assurance

Le titulaire justifie, avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit un contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou leurs modalités d'exécution.

Une attestation délivrée par la compagnie d'assurance établissant l'étendue de la garantie et mentionnant que le titulaire ne présente aucun retard dans le règlement des cotisations, doit être fournie dans un délai indiqué dans la lettre d'attribution du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du DGS et dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

La cessation, l'annulation du contrat d'assurance ou la non production de l'attestation sur demande de la DGFIP en cours de marché, sans que ne soit opérée immédiatement une substitution de garantie acceptée par la DGFIP, constitue une faute grave et peut entraîner la résiliation du marché public aux torts du titulaire après mise en demeure faite via la PLACE.

16.3 Normes et règlement

Les prestations du titulaire doivent être conformes à l'ensemble des textes français et européens en vigueur (y compris les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux, dans les conditions prévues au [décret n°2009-697](#) du 16 juin 2009 modifié fixant le statut de la normalisation).

Conformément aux dispositions de l'article [D98-6](#) du code des postes et des communications électroniques (CPCE), le titulaire respecte les "normes et spécifications du réseau et des services".

En particulier il doit respecter les obligations prévues à l'article [L33-1](#) du CPCE.

Le titulaire s'engage à garantir l'évolution de son réseau, de ses produits et services, conformément aux directives et avis des instances de normalisation compétentes.

Le titulaire respecte des prescriptions contenues dans les documents suivants et et leurs éventuelles modifications tout au long de la vie du marché :

- toutes les normes et prescriptions techniques éditées par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) ;
- la loi n°96-659 du 26 juillet 1996 de réglementation des Télécommunications et des décrets d'application, modifiant le CPCE, notamment le [décret n°96-1175](#) du 27 décembre 1996 relatif aux clauses types des cahiers des charges associés aux autorisations d'établissement et d'exploitation de réseaux de télécommunications ouverts au public ;
- les décisions de l'ARCEP ;
- le titre 3 du livre 2 du Code du Travail et le décret 92-333 du 31 mars 1992 modifiant le Code du Travail et relatifs aux dispositions concernant la sécurité et la santé applicables aux lieux de travail.

Le fait de ne pas énumérer les normes et règlements applicables ne peut pas être pris pour un argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître.

De plus, le titulaire s'engage à garantir l'évolution de son réseau, de ses produits et services, conformément aux directives et avis des instances de normalisation et de régulation compétentes.

16.4 Confidentialité des flux

Le titulaire s'assure du caractère privatif et étanche des prestations, empêchant l'intrusion de tout utilisateur extérieur dans les prestations fournies, que ce soit pour obtenir des informations sur les données ou sur les flux.

Notamment, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires sur son réseau pour qu'aucune intrusion ni perturbation sur les communications téléphonique et les échanges de données ne puissent survenir.

Dans le cadre des prestations IP, les prestations sont parfaitement isolées du réseau internet.

16.5 Respect de l'état de l'art et intégration des bonnes pratiques de sécurité des systèmes d'information

Les prestations sont exécutées dans les règles de l'art et conforme aux prescriptions techniques de l'ARCEP en matière de sécurité.

Le bénéficiaire peut effectuer un ou plusieurs audits de sécurité, sans perturbation ni dégradation des prestations afin de vérifier le respect de l'état de l'art et l'intégration des bonnes pratiques de sécurité des systèmes d'information sur l'ensemble des prestations du périmètre.

En cas de manquement à ces bonnes pratiques, le titulaire apporte les corrections nécessaires.

Le bénéficiaire peut contrôler ensuite que les préconisations de l'audit ont été mises en oeuvre.

La gestion des mots de passe des équipements installés doit respecter a minima les règles de sécurité et bonnes pratiques suivantes : changement systématiques des mots de passe par défaut, composition complexe, changement régulier, possibilité de changement rapide en cas de problème, usage de clé SSH dans les connexions automatisées sur les équipements.

Le titulaire implémente les bonnes pratiques sur les équipements en termes de sécurité réseau et dans les processus d'exploitation.

16.6 Respect des recommandations de l'Agence nationale de la Sécurité des Systèmes d'information (ANSSI)

Toutes les prestations doivent s'inscrire dans le cadre des recommandations de l'ANSSI, notamment pour les prestations IP nécessitant une interopérabilité des prestations avec le réseau WAN du bénéficiaire.

Dans le cadre d'un Trunk SIP sur demande du bénéficiaire le titulaire doit veiller et confirmer aux bénéficiaires le respect des préconisations de l'ANSSI.

Le titulaire veille à suivre les dernières recommandations de l'ANSSI.

16.7 Contrôle de l'utilisation frauduleuse/inappropriée/abusive des prestations

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens nécessaires au contrôle de l'utilisation frauduleuse et le cas échéant à l'utilisation inappropriée et/ou abusive des prestations comme par exemple les restrictions d'appel automatiques vers l'international à partir d'un certain seuil de la facture habituelle du bénéficiaire et les moyens d'alerte à destination des bénéficiaires qu'il met en place.

16.8 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur.

Dans ce cadre, le titulaire notifie à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signaler les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

16.9 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

16.10 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Le titulaire et l'ensemble des personnes associées à l'exécution des prestations sont tenus à l'obligation de secret professionnel définie aux articles [226-13](#) et [226-14](#) du Code pénal, à la discrétion et au maintien de la confidentialité, y compris après l'expiration du marché public.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant, à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le bénéficiaire pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles (pièces constitutives du marché, les procès verbaux, les comptes rendus, les documents d'informations et données quelqu'en soit le support), échangés à l'occasion du marché.

Le titulaire et le bénéficiaire s'interdisent de les communiquer ou de le divulguer à des tiers, pour quelque raison que ce soit, sans l'autorisation préalable et par écrit de la partie concernée. Par ailleurs le titulaire et le bénéficiaire s'interdisent d'utiliser les dits documents, informations, données à d'autres fins que l'exécution par chacun d'eux de leurs obligations au titre du marché.

L'ensemble des documents susvisés considérés comme "sensibles" sont protégés selon les termes définis dans le présent article pendant toute la durée d'exécution du marché et, au-delà, pour une durée supplémentaire de cinq (5) ans, sauf décision de la partie emettrice de réduire cette durée.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution du marché.

Ils doivent s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont protégés à la connaissance des parties du marché.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

16.11 Mesures de sécurité

16.11.1 Données et lieu de stockage

Les lieux d'hébergement des données doivent satisfaire aux exigences de sécurité du bénéficiaire et aux dispositions :

- la loi du 6 janvier 1978 modifiée, relative à la protection des données
- au règlement n°2016/069 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le titulaire doit communiquer la liste de tous les lieux de stockage de données (site principal et de secours).

16.11.2 Personnels

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Les personnels et/ou sous-traitants du titulaire doivent se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité communiquées par le bénéficiaire lors de la phase d'initialisation et de prise en charge.

Les personnels et/ou sous-traitants du titulaire doivent répondre à toute demande de renseignements permettant au bénéficiaire de précéder à des opérations de contrôle

nécessaires.

Les personnels et/ou sous-traitants n'ayant pas reçu d'avis favorable au contrôle élémentaire ne sont pas agréés par le bénéficiaire et doivent être remplacés par les soins du titulaire. Le bénéficiaire n'est pas tenu de faire connaître les raisons de son refus.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte.

Le non-respect par le titulaire ou par ses personnels et/ou par sous-traitants des mesures de sécurité qui lui auront été communiquées, peut entraîner la résiliation du présent marché aux torts exclusifs du titulaire sans indemnité.

17 - PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

17.1 Définitions

17.1.1 Définitions de résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché.

Il s'agit notamment des oeuvres de l'esprit comme les logiciels, leur documentation, leur mises à jour ou leurs nouvelles versions, des bases de données, des signes distinctifs, des noms de domaine, des informations, des sites internet, des rapports, des études, des dessins et modèles, des inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle (CPI), et plus généralement de tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre moyen de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'administration en vue de la remise d'une offre et qui sont liées directement à l'objet du présent marché.

17.1.2 Définition des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations qui font l'objet de l'accord-cadre mais qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'administration dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'administration, au titulaire ou à des tiers, ou qui leur sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment de l'exécution du marché.

Il s'agit notamment des oeuvres de l'esprit comme les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, des bases de données, des marques, des noms de domaine et d'autres signes distinctifs, des informations, des sites internet, des rapports, des études, des dessins et modèles, des inventions brevetables ou non au sens du CPI, et plus généralement de tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les connaissances antérieures sont identifiées dans les documents particuliers de l'accord-cadre.

17.1.3 Définition des connaissances antérieures standards

Les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

Elle regroupe l'ensemble des éléments soumis à une licence propriétaire ou libre.

Les "logiciels standards" sont des logiciels conçus par le titulaire de l'accord-cadre ou un éditeur tiers, pour être fourni à plusieurs utilisateurs en vue de l'exécution d'une même fonction.

17.2 Régime

17.2.1 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats

Par dérogation à l'article [46 du CCAG-TIC](#), le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents à tous les livrables à savoir l'ensemble

des études, analyses d'impact, support de formation ou tout autres livrables découlant de ces prestations afin de permettre à l'administration de les exploiter librement.

Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, d'évolution, d'incorporation afférents aux résultats.

Le droit de diffuser ces supports par tous moyens de communication sous licence "*Creative Commons CC-BY-NC-SA*" qui permet toute exploitation de l'oeuvre par tous moyens et sous tous formats, sauf à des fins commerciales.

La DGFIP se réserve en particulier le droit de confier l'utilisation des documents et supports résultants de l'exécution de la prestation aux tiers de son choix et, par ailleurs, d'utiliser les résultats, mêmes partiels, des prestations à des fins de formation.

De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute nature pour l'exploitation des résultats.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'administration demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats des prestations concernées.

17.2.2 Garantie des droits en cas de revendication d'un tiers

Par dérogation à l'article 46.4.2 du CCAG-TIC et complété comme suit, le titulaire garantit à l'administration la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes de l'accord-cadre sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables au marché ;
- les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'administration, lors de toute cession ou licence de droits protant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non ;
- que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables aux marchés ;
- qu'il s'engage à son choix,
 - ✓ à modifier ou de remplacer les éléments objet du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
 - ✓ à faire en sorte que l'administration puisse utiliser les éléments de litige sans limitation ni frais supplémentaires ;
 - ✓ ou, dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en oeuvre, à rembourser à l'administration les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Si l'administration est poursuivie pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitismes sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux stipulations des articles [44](#) et [45](#) du CCAG-TIC, elle en informe sans délai le titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire.

Dans ces hypothèses, le titulaire prendra à sa charge, à première demande de l'administration et sans plafond financier,

- tous les dommages et intérêts auxquels l'administration serait, en l'absence de faute qu'il lui serait imputable, condamnée à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des résultats et connaissances antérieures du titulaire conforme aux dispositions de l'accord-cadre dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire ;

- toute indemnité transactionnelle née d'une personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux dispositions des articles 44 à 46 du CCAG-TIC aurait porté atteinte auxquels l'administration serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, obligé de verser à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures standards du titulaire conforme aux dispositions de l'accord-cadre à compter de la signature de la transaction.

Sur simple demande, le titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à l'administration de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que l'administration a fournies au titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'administration ;
- les modifications, adaptations, apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'administration ou à sa demande expresse.

Le titulaire dégage l'administration de toutes les obligations légales ou conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du titulaire.

En application de l'article 46.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise l'administration à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation de l'accord cadre-cadre pour quelque cause que ce soit, l'administration conserve les droits d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

L'administration a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en oeuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet de l'accord-cadre.

L'administration peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialités fixées par les documents particuliers de l'accord-cadre et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence de l'accord-cadre.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour l'administration, pour la mise en oeuvre de son droit, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect de l'article [5.1 du CCAG-TIC](#).

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent sur la mise à disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

Il est expressément stipulé que le "reversement" à la communauté n'est pas automatique.

Le titulaire, en charge du reversement, devra systématiquement recueillir l'accord préalable de l'administration.

18 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du CCP en prévoyant des spécifications techniques et des conditions d'exécution des prestations à caractère environnemental.

18.1 Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé du titulaire

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article [L.229-25 du code de l'environnement](#) afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'administration son BEGES et le plan de transition associé.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article [L. 225-102-1 du code de commerce](#) ; il indique à l'administration le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'administration, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

18.2 Responsabilité environnementale

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article [L.2112-2](#) du CCP, le présent accord-cadre introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable de la puissance publique.

Sauf raisons de confidentialité particulières et de sécurité prévues dans les articles 16.10 et 16.11 du présent CCAP, le titulaire procède à l'enlèvement des déchets issus des équipements électriques et électroniques professionnels dont il serait le producteur ou le revendeur auprès de l'administration conformément aux dispositions des directives 2002/96/CE et 2012/19/UE des 27 janvier 2003 et 4 juillet 2012 et du décret n°2012-617 du 2 mai 2012.

Le titulaire s'engage à enlever ou faire enlever, à titre onéreux et sur simple demande de l'administration, tous les composants, sous-ensembles et produits consommables faisant partie intégrante des matériels et logiciels maintenus dans le cadre du présent accord-cadre ainsi que les déchets qui en sont issus au moment de la mise au rebut ou de leur remplacement.

L'enlèvement sera effectué sur le site d'utilisation des équipements à partir d'un point de regroupement accessible avec un véhicule du titulaire équipé de moyens de manutention adaptés.

En application de l'article [16.2.2 du CCAG-TIC](#), le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par l'accord-cadre.

Pour objectiver les évolutions en matière de mesures environnementales identifiées par le titulaire dans son offre, le titulaire établit chaque année une présentation sous forme de synthèse des actions menées à l'occasion du dernier comité de suivi opérationnel de l'année civile en cours (cf article 10.2.2 du CCTP).

En cas de non respect des obligations prévues à l'article 16.2 du CCAG-TIC, le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 19 du présent CCAP.

19 - PENALITES

Des pénalités peuvent être mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du présent marché public dans les conditions suivantes :

	Caractéristiques	Délai	Montant
Disponibilité			
IMS (Indisponibilité Maximum de Service)	Si l'IMS constatée ne correspond pas à l'IMS d'engagement du titulaire	De plus de 5 (cinq) heures	Abonnement mensuel unitaire HT du type de service impacté x 6.
		comprise entre + 5 h 01 et dix (10) h	Abonnement mensuel unitaire HT du type de service impacté x 9.
		À partir de + 10 h 01.	Abonnement mensuel unitaire HT du type de service impacté x 12
GTR (Garantie de Temps de Rétablissement)	Le délai de rétablissement correspond au temps écoulé entre - l'heure d'ouverture d'un ticket d'incident par le bénéficiaire au centre de support client du titulaire (ou l'heure de détection par le Centre Service Client (CSC) du titulaire si celle-ci est inférieure) - et l'heure de clôture du ticket d'incident (fin de dérangement) telle qu'indiquée dans le compte-rendu d'intervention fourni par le titulaire et validé par le bénéficiaire.	jusqu'à deux (2) heures	un (1) mois d'abonnement (prix unitaire HT) du type de service impacté
		+ 2 h 01	deux (2) mois d'abonnement (prix unitaire HT) du type de service impacté
Performances techniques			
Délai d'acheminement d'un appel d'un poste fixe vers un poste fixe	Dans le cas où les campagnes de mesure des critères de performance établissent le non-respect d'un ou plusieurs engagements contractuels fixés dans l'annexe 1 « qualité de service »		un avoir correspondant à 20 % du montant total de la facture mensuelle HT du site concerné.
Temps de latence aller-retour intra réseau du titulaire			
Taux d'aboutissement des appels à partir des postes fixes			
Qualité de la voix			
Performance du support			
Réactivité du Centre Service Client		Au-delà de deux (2) minutes d'attente par appel	Forfait de 100 euros
Enquêtes de satisfaction	L'absence de l'enquête de satisfaction qui doit être réalisée et dont les résultats doivent être	Au plus tard le dernier jour du mois précédant la date anniversaire de la notification	Forfait de 5000 euros

	présentés en comité de suivi d'exploitation	du marché	
Performances en terme de déploiement			
Comités d'avancement de déploiement / migration	L'absence de la tenue du comité	A partir du premier jour du mois suivant la date prévue pour le comité	500 € par jour ouvrable de retard dans la limite de vingt-cinq (25) jours ouvrables de retard.
Mise en service de tous les sites d'un bénéficiaire	La durée entre la notification du marché et la mise en service effective de l'ensemble des sites (PV de « mise en service opérationnel » du dernier site) dépasse la valeur d'engagement indiquée dans l'annexe "qualité de service"		Forfait de 100 € par accès et par jour ouvrable de retard.
Échec lors d'une mise en service (incluant la portabilité)	Echec de la mise en service	A la date convenue	Forfait de 100 euros par accès
Délai de nomination d'un directeur de projets	Nombre de jour de retard au-delà du délai maximum fixé à cinq (5) jours calendaires à compter de la notification du marché		200 euros par jour ouvrable de retard
Délai de nomination de chefs de projets déploiement	Nombre de jour ouvrable de retard au-delà du délai maximum fixé à deux (2) semaines calendaires à compter de la notification du marché		100 euros par jour ouvrable de retard
Délai de nomination d'un Interlocuteur privilégié.	Nombre de jour de retard au-delà du délai maximum fixé à quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché		100 euros par jour ouvrable de retard
Délai de mise à disposition des Bilans, Rapports et statistiques	Nombre de jour de retard au-delà du délai maximum fixé à huit (8) jours calendaires avant la date de la réunion du comité de suivi opérationnel et/ ou du comité de suivi opérationnel		100 euros par jour ouvrable de retard
Exécution			
Délai de mise en œuvre d'un service UO_SDA, UO_SERV1,2,3,4	Durée entre la date de transmission du formulaire de commande signé par le bénéficiaire au titulaire et la validation du service Les délais d'engagement sont définis par le titulaire dans l'annexe "Qualité de Service".		10% de l'abonnement mensuel du service par jour ouvrable de retard
Délai de migration des accès en VGA			
Délai de mise en service d'un accès			
Retard sur les engagements de délai pour les prestations complémentaires associées a un accès téléphonique.			
Suppression d'un accès / Prestation annexe	Pour les accès, ces délais sont fonction du mode de raccordement, ainsi que de la technologie employée. Les délais sont définis par le titulaire dans l'annexe "Qualité de service".		L'accès / Prestation concernée (services associés inclus) n'est plus facturée par le titulaire.
Modification du nombre de canaux d'un Accès	Les délais dépendent de la technologie employée. Les délais de modification du nombre de canaux à un accès dépasse les délais d'engagement définis par le titulaire dans l'annexe "qualité de service".		100 € HT par jour ouvrable de retard
Ajout / modifications / suppressions de services associés	Les délais d'ajout, de modification et de suppression de services associés dépasse les délais d'engagement définis par le titulaire dans l'annexe "qualité de service".		100 € HT par jour ouvrable de retard / Les suppressions de services associés ne sont plus facturées au

			titulaire
Extranet			
Délai de mise en service de l'Extranet du Bénéficiaire (au niveau du Site Bénéficiaire ou sous-compte)		Quarante (40) jours calendaires à compter du jour de la notification du marché	500 euros par jour ouvrable de retard dans la limite de vingt-cinq (25) jours.
Gestion administrative			
Facturation	Factures erronées sur une période d'une année glissante	Au compteur de trois factures	100 euros par facture

Aucune pénalité n'est appliquée si le retard ou l'inexécution sont dûs à un cas de force majeure.

Est considérée comme force majeure au sens du présent accord-cadre, tout fait ou circonstance irrésistible, impérisable, extérieure et indépendant de la volonté des parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

La charge de la preuve de l'existence et de l'effet de ces circonstances exonératoires incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de survenance d'une cause exonératoire, les parties s'engagent chacune pour la partie qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales à l'exécution des engagements.

Les pénalités sont cumulables, s'il y a lieu, et ne sont pas plafonnées.

Les pénalités ne sont pas libératoires de l'exécution de l'obligation de faire qui pèse sur le titulaire.

19.1 Pénalités de retard

19.1.1 Généralités

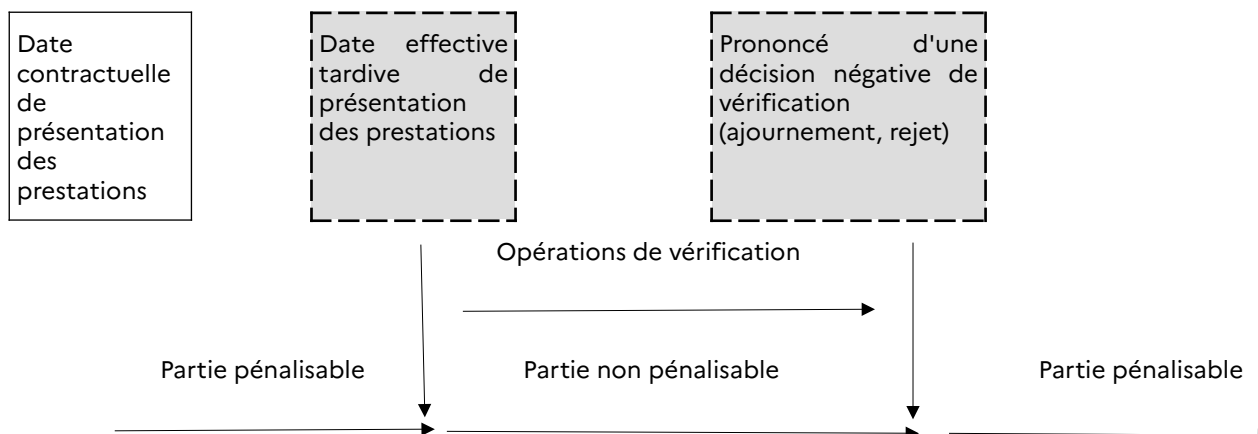
Lorsqu'un délai contractuel prévu n'est pas respecté du fait du titulaire, d'un sous-traitant ou d'un cotraitant solidaire, le titulaire encourt la pénalité pour retard décrite ci-dessous.

Constitue des cas de retard :

- le non respect de la date de présentation des prestations exécutées par le titulaire à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'administration à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions de l'article 9 du CCTP.

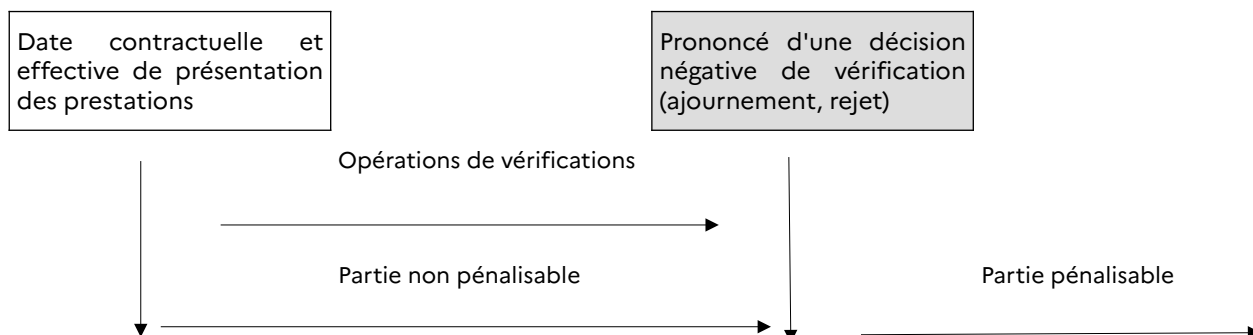
Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :

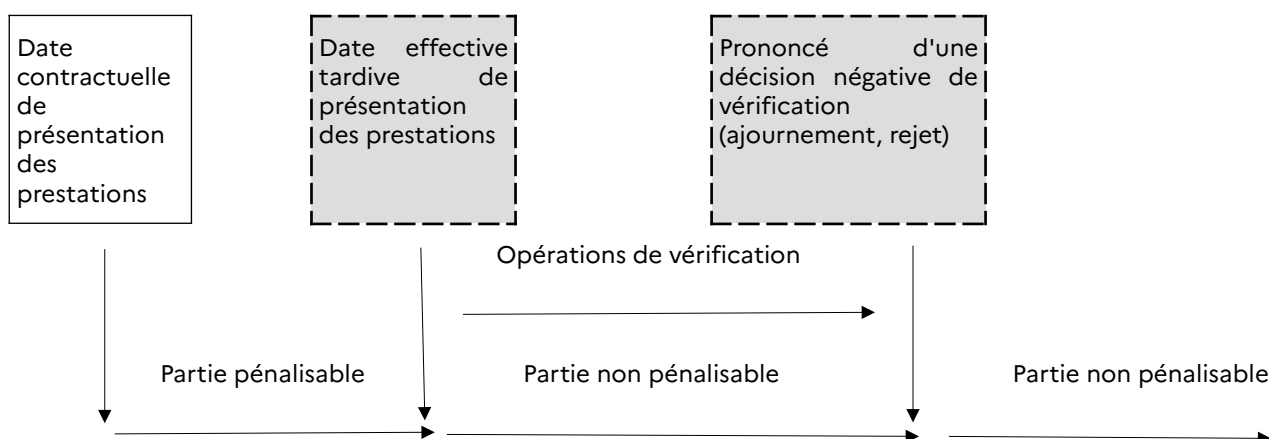


Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- En cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :



Les parties pénalisables définies ci-avant sont cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

19.1.2 Modalité de calcul

Sauf si le retard est imputable au bénéficiaire, tout retard constaté dans la réalisation d'une prestation au regard du délai maximum de réalisation indiqué à l'article 9.1 du présent CCAP peut entraîner, après une mise en demeure préalable une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P1 = \text{nombre de jours ouvrés de retard} \times 30 \text{ €}$$

Le nombre de jours de retard est calculé en jour ouvré, à compter du jour ouvré de la notification de la mise en demeure jusqu'au jour inclus d'achèvement de la prestation.

19.2 Pénalités pour le non respect de la clause environnementale

En application de l'article 16.2.3 du CCAG-TIC, tout manquement constaté, après mise en demeure restée infructueuse, au respect de la clause environnementale détaillée à l'article 18.2 du présent CCAP peut entraîner une pénalité suivante :

P2= forfait de 200 euros

Cette pénalité est appliquée à chaque manquement constaté.

L'information du titulaire sur l'application des pénalités est effectuée par courriel.

19.3 Pénalité pour sous-traitance non déclarée

La non présentation d'un sous-traitant à la personne publique, tel que prévu à l'article 15.1 du présent CCAP, entraîne l'application de pénalités calculées de la façon suivante:

P3 = nombre de jours ouvrés de retard x 150 €
--

Le nombre de jours de retard est calculé en jour ouvré, à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant jusqu'au jour de la déclaration réalisée auprès de la DGFIP au moyen du formulaire DC4 ou tout équivalent.

20 - SANCTIONS EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, la personne publique, conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, se réserve la possibilité d'appliquer l'une des sanctions suivantes :

- une pénalité égale à 10% du montant hors taxe des prestations effectivement payées au jour de l'expiration de la mise en demeure restée sans effet.

Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ;

- la résiliation du marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'[article 50 du CCAG-TIC](#).

21 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Afin de se conformer à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le présent CCAP est complété par les clauses figurant dans le fichier intitulé « DGFIP-DGS-2400059_CCAP_AN1_Clauses RGPD.pdf »

22 - RESILIATION DU MARCHE

22.1 Cas de résiliation

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG/TIC (articles 47 à 51) et dans le présent marché, la personne publique se réserve la possibilité de résilier le présent marché lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution de celui-ci, placé dans une situation ayant pour effet de l'exclure d'un marché public.

La résiliation ne peut être prononcée lorsque le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article [L. 631-1 du code de commerce](#), à condition qu'il ait informé sans délai la personne publique de son changement de situation.

En outre la personne publique se réserve la possibilité de résilier le présent marché à tout moment, sans avoir à motiver sa décision, avec un préavis de deux (2) mois.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire ait été informé par lettre

recommandée de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours calendaires ou de deux (2) mois si la décision a été prise sur le fondement de l'alinéa précédent.

De plus, en complément de l'article [50 du CCAG-TIC](#), en cas de non respect des règles de sécurité, le pouvoir adjudicateur peut résilier pour faute le marché avec mise en demeure dans les conditions de l'article susmentionné.

22.2 Indemnisation

Lorsque l'administration résilie l'accord-cadre pour motif général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à 5 % du montant hors taxe des paiements effectivement reçus l'année de la résiliation par le titulaire au titre du présent accord-cadre, conformément à l'article [51 du CCAG-TIC](#).

Le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours calendaires après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

A défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois à compter de la date de la résiliation, il est fait alors application des dispositions de l'article [R.2191-31](#) du CCP.

23 - DROIT ET LANGUE

Le présent marché relève du droit français.

L'usage de la langue française est obligatoire. L'ensemble des documents remis dans l'offre et produits durant l'exécution du marché, sont en français.

Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

24 - DISPOSITIONS DIVERSES

24.1 Retenue de garantie et cautionnement

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle ou solidaire.

24.2 Lutte contre le travail détaché illégal

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ».

Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R1263-12 et R1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations.

Cette obligation concerne également toutes les entreprises de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la personne publique tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;
- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis

hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

À ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;
- la propre information de son personnel et celle de la personne publique sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux alinéas de l'article 50.1-c), 50.1-e) et 50.1-i) du CCAG-TIC, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité.

24.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

24.4 Clause de révision pour imprévision

En application de l'article [27](#) du CCAG-TIC, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature et son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant de la prise en charge totale ou partielle des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'administration d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en oeuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou les indices utilisés pour l'actualisation des prix.

Les surcoûts pris en charge par l'administration peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par le présent CCAP ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

24.5 Evaluation du fournisseur

Les prestations objets du marché font l'objet d'une évaluation.

Cette dernière consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations rendues, et porte notamment sur les moyens mis en oeuvre, la qualité du service rendu, la relation contractuelle, le respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Les résultats de cette évaluation sont communiqués au titulaire.

Cette évaluation est menée à l'aide d'une grille comprenant des critères adaptés.

Cette grille est annexée au DCE à titre d'information et non contractuelle (DGFIP-DGS-240059_CCAP_AN2_Grille évaluation)

Elle est susceptible d'évoluer en tant que de besoin en vue de l'adapter à la prestation à évaluer.

Le titulaire est informé que l'évaluation et les livrables définitifs produits dans le cadre de la mission peuvent faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

25 - GARANTIE

25.1 Garantie des prestations (hors matériels)

Conformément aux dispositions de l'article [36.1 du CCAG-TIC](#), les prestations de l'accord-cadre font l'objet d'une garantie d'un (1) an.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission de la prestations.

La garantie s'exécute aux conditions définies par le titulaire dans son offre technique sous réserve de l'application et sans restriction des dispositions prévues au CCTP.

25.2 Garantie "matériels"

Par dérogation à l'article [36.1](#) du CCAG-TIC, les équipements acquis dans le cadre du accord-cadre bénéficient d'une garantie "constructeur" pendant une durée d'un (1) an à compter de la réception de l'équipement par l'administration.

Pendant la durée de la garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement des équipements par rapport aux spécifications de l'accord cadre.

Les prestations dues par le titulaire au titre de la garantie sont réalisées selon les niveaux de garantie de temps de rétablissement mentionnés dans le CCTP dans le cadre de l'exécution de la prestation de maintenance de l'accord-cadre et sont incluses dans le prix des matériels.

La garantie inclut les frais consécutifs aux déplacements, à l'emballage et au transport du matériel, nécessités par la remise en état.

Pendant toute la période d'exécution de la garantie, le titulaire est tenu de répondre à toute demande de correction ou d'information émise par l'administration.

Les interventions sont fournies par le titulaire sans limitation du nombre et de leur durée et sans restriction quant à la qualité des intervenants.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

26 - LITIGES ET CONTENTIEUX

26.1 Règlement amiable des différends intégrant la médiation interne

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les bénéficiaires s'engagent à en accuser réception dans les quinze (15) jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : dgs-achat@dgfip.finances.gouv.fr.

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr.

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement

amiable compétent dans les conditions prévues à l'article [R. 2197-1](#) du Code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

26.2 Règlement contentieux des différends.

Conformément aux règles d'ordre public portant répartition des compétences entre les ordres de juridiction administratif et judiciaire, le Tribunal administratif de Montreuil est seul compétent pour connaître de tous les litiges entre les parties concernant la validité, l'interprétation et l'exécution des clauses du présent marché, par application du droit français.

Coordonnées :

Tribunal Administratif de Montreuil

7, rue Catherine Puig

93558 MONTREUIL cedex

Téléphone : 01.49.20.20.00 – Télécopie : 01.49.20.20.99

Mél : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

27 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-TIC sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après :

Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé	Article du présent CCAP dérogeant au CCAG-TIC
Article 10.2	Article 13.1 (Forme et contenu des prix)
Article 14	Article 19 (Pénalités)
Article 36.1	Article 25.2 (Garantie "matériels")
Article 46	Article 17.2.1 (Régime des résultats relatifs aux livrables des prestations) Article 17.2.2 (Garantie des droits en cas de revendication d'un tiers)